

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Lectures d'été

Karl Marx écrivait que les philosophes n'avaient fait jusqu'alors qu'interpréter le monde de différentes manières; il s'agit à présent de le transformer. N'importe quel ouvrage, même ceux de Marx, risque de se scléroser sous l'effet cumulé d'une lecture biaisée, de la régurgitation mal digérée de quelques citations sorties de leur contexte et des digues montées par quelques gardien-ne-s du dogme.

Pour ce numéro d'été, la rédaction est donc retournée lire ses classiques, et quelques textes moins connus, car si la lecture permet de s'évader de la réalité, on en revient avec des idées neuves et des combats en plus, on en revient aussi avec des armes. Tous ces textes engagent à l'action au moins autant qu'à la réflexion. Pour nous, ils se rattachent tous de près ou de loin à la tradition du socialisme démocratique, attachée à la fois à la transformation radicale de la société et aux principes démocratiques, convaincue du fait que cette transformation ne peut partir que du peuple lui-même. C'est un fil tenu qui court au long des siècles, toujours menacé par les innombrables personnes qui se satisfont de l'ordre établi, quand elles ne travaillent pas directement pour lui, et par d'autres qui sont persuadées que cet ordre ne pourra être renversé que par l'action déterminée d'une minorité.

Chacun de ces textes, à sa manière, a quelque chose à nous dire sur les luttes que nous menons et sur la tradition dans laquelle nous nous inscrivons. Lisons ces textes, qui ne se contentent pas de décrire le monde, mais contribuent à le transformer.

Bonne lecture et bon été à toutes et tous.

Réd.



L'austérité: mise au pas de la classe ouvrière

Depuis la crise de la dette dans les années 1980 et pendant plus de trente ans, le Capital a pillé les États périphériques, rapatriant ses profits dans les paradis fiscaux et les États du centre. Aujourd'hui, le problème de la dette est également agité pour attaquer les pays du sud de l'Europe et leur imposer des politiques austéritaires. La conséquence est une mise en concurrence généralisée des travailleurs et des travailleuses, attisant la xénophobie et les nationalismes, et visant la mise au pas de la classe ouvrière.

Lire en pages 6 – 9

■ Médias

Temps présent n'aime pas les Noir-e-s.

Page 3

■ Justice

Pronostics et récidive: le risque zéro n'existe pas.

Page 4

■ Cinéma

Cesare deve morire, chef d'oeuvre des frères Taviani.

Page 5

CAMARADE CHRONIQUEUR

Amiante: quels enjeux en Suisse?

La condamnation de Stephan Schmidheiny à 18 ans de prison ferme dans le procès Eternit à Turin représente un pas en avant dans la lutte des travailleuses-eurs victimes de l'amiante. Or, en Suisse, de nombreux enjeux juridiques, sanitaires et politiques demeurent.

TOUT RESTE À FAIRE

Car si l'amiante a été interdit en Suisse en 1991, les immeubles construits tout au long du XX^e siècle, eux, sont toujours remplis du matériau assassin. Les travaux de rénovation ou de déflocage et désamiantage, avant la démolition par exemple, impliquent des degrés élevés d'exposition. Des campagnes de prévention et d'information des travailleuses-eurs par la SUVA sont donc aujourd'hui plus que jamais nécessaires. En la matière, les pratiques divergent d'un canton à l'autre. Dans le canton de Vaud, on doit faire examiner son chantier par un-e expert-e si les travaux sont «soumis à autorisation». Toutefois, un tel contrôle ne s'impose pas pour des travaux d'importance moindre, alors qu'une simple rénovation de salle de bains comporte d'importants risques d'exposition (dans la colle des carrelages par exemple). Une telle pratique se doit d'être généralisée à tous les travaux sur des immeubles datant d'avant 1991 et étendue au niveau fédéral.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Autre enjeu de taille: les conditions de travail pour les

ouvrières-ers employé-e-s par les entreprises actives dans le désamiantage, qui ne sont en effet régies par aucune CCT! Cela implique une «surveillance» bien moindre des conditions dans lesquelles travaillent ces ouvrières-iers, sans parler des conditions matérielles de travail, telles que salaire, retraite anticipée, couverture en cas de maladie, ce qui est intolérable pour des travaux d'une telle pénibilité.

Enfin, une mention pour les délais helvétiques de prescription pour faire reconnaître une maladie comme étant due à l'amiante. Ce délai est de dix ans depuis le moment où la-le travailleuse-ur a été exposé-e à l'amiante. Or, la maladie la plus fréquente due à l'amiante, le mésothéliome, se développe 20 à 30 ans après l'exposition, voire plus tard. De ce fait, toute demande de compensation financière ou de prise en charge par l'assurance est prescrite. Ailleurs en Europe, ce délai de prescription commence à courir dès l'apparition de la maladie, ce qui laisse une marge de manœuvre plus acceptable aux ouvrières-iers malades pour faire valoir leurs droits et obtenir gain de cause.

LUTTE DES CLASSES

Tous ces enjeux s'inscrivent dans une dynamique de lutte des classes, car on comprend bien que même la santé des ouvrières-iers est sacrifiée par les employeuses-eurs sur l'autel du profit. Seule une inversion drastique des procédés décrits

ci-dessus, portée par les syndicats, pourra constituer une véritable reconnaissance des dangers liés à l'amiante et sauver la vie de millions d'ouvrières-iers.

Maurizio Colella
Secrétaire syndical Unia

Pour plus d'infos: www.caova.ch

Sommaire du numéro

- **Amiante: quels enjeux en Suisse** (Maurizio Colella) 2
- **Quand Temps présent attise la haine...** (FBradley Roland) 3
- **Questions de pronostics** (AT) 4
- **G8: 10 ans déjà!** (MG) 4
- **Cinéma: Cesare deve morire** (AC) 5

DOSSIER AUSTÉRITÉ:

- **L'austérité comme seul horizon!** (SS) 6
- **Portugal: de Salazar à la Troïka** (Alexandre Alonso) 7
- **Deux jours en Grèce** (Dan Gallin) 8
- **L'Espagne se vide de sa substance** (Daniel Solano) 9
- **Le mouvement syndical et la gauche en Grèce** (Dan Gallin) 9

LECTURES D'ÉTÉ:

- **La Boétie, De la servitude volontaire** (SP) 10
- **William Morris, Nouvelles de nulle part** (AC) 10
- **Marx & Engels, Le Manifeste communiste** (AC) 11
- **Robert Grimm, La lutte des classes en Suisse** (Adrian Zimmermann) 12
- **Tardi & Vautrin, Le cri du peuple** (SP) 12
- **Jules Vallès, L'insurgé** (TB) 13
- **Émile Zola, Germinal** (EM) 13
- **Rosa Luxemburg, Réforme ou révolution?** (AT) 14
- **A. Kollontaï, Marxisme et révolution sexuelle** (AC) 14
- **Fritz Brupbacher, Socialisme et liberté** (Philipp Müller) 15
- **P. & C. Thalman, Combats pour la liberté** (GS) 15
- **W. Solano, Le POUM** (Dan Gallin) 16
- **George Orwell, Le quai de Wigan** (AC) 16
- **Simone Weil, La condition ouvrière** (SP) 17
- **Victor Serge, S'il est minuit dans le siècle** (AC) 17
- **M. Djilas, Conversations avec Staline** (RF) 18
- **C. Castoriadis, Le contenu du socialisme** (GS) 18
- **Amilcar Cabral, Unity and Struggle** (MG) 19
- **Nanni Balestrini, Nous voulons tout** (MG) 19

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Gabriel Sidler

Webmasters:
Mathieu Gasparini et Sébastien Schnyder

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Relecture:
Dominique Hartmann et Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

MÉDIAS

Quand *Temps Présent* attise la haine et la xénophobie!

Un profond malaise règne au sein de la communauté africaine de Suisse. Ceci suite à un reportage intitulé «Cherche Blanc à marier» diffusé le 30 mai dernier à la Télévision Suisse Romande (RTS) dans l'émission *Temps Présent*. Dans ce furieux débauchage de clichés et de redites, le Cameroun est présenté comme un pays où tou-te-s n'aspirent qu'à s'expatrier et à escroquer les Blanc-he-s. Un reportage de 56 minutes sous forme à peine voilée de propagande minimaliste, caricaturale, stigmatisante et discriminante.

QUE SAIT-ELLE DU CAMEROUN?

La journaliste Isabelle Ducret ne se gêne pas de traiter, de façon péjorative, le poumon économique de l'Afrique centrale de «pays pauvre»! Les responsables du reportage savent-ils que le Cameroun représente aujourd'hui la moitié du PIB de la communauté économique des États de l'Afrique centrale? Que le Cameroun est la première puissance économique de l'Afrique centrale? Faut-il encore rappeler que l'Afrique centrale est très riche en matières premières énergétiques et minières? Combien de temps ont-ils passé au Cameroun? Savent-ils que le Cameroun a plus de 250 ethnies parlant toutes des langues différentes? Que c'est une société très multiculturelle, où l'on retrouve notamment une population blanche d'environ 300'000 personnes, surtout des Européen-ne-s (Suisse-sse-s inclus-es) ayant pris la nationalité camerounaise et parfaitement intégré-e-s? Savent-ils que des classes sociales existent aussi au Cameroun? Isabelle Ducret dit dans le reportage «il a été facile de nous procurer de faux documents administratif et pour cela nous sommes allés à 1H30 de Yaoundé». Pourquoi aller dans une cambrousse, s'il est si facile de faire du faux? Ces filles que l'on voit dans le reportage en train de s'exhiber dans les Cyber-

cafés sont-elles des comédiennes ou des filles qui cherchent des Blancs? Pourquoi se filment-elles à visage découvert alors qu'on n'a jamais vu de Blanc causer avec elles? Ont-elles été rémunérées? Avant de juger, il faut connaître, cela prend beaucoup de temps, mais *Temps Présent* n'en a manifestement pas suffisamment, et encore moins l'intention de bien faire son travail. Pas vraiment surprenant de la part d'une personne qui n'hésite pas à instrumentaliser les propos d'enfants de très bas âge pour alimenter une manipulation. En effet, dans le reportage, des enfants de moins de dix ans sont interviewés de façon scandaleuse, des questions orientées sont posées comme «toi, tu veux te marier avec une blanche?» A-t-elle, au préalable, demandé l'autorisation des parents de ses enfants avant de procéder aux interviews? Certainement pas, ne craignant pas d'être traînée en justice par les parents d'enfants pauvres et vulnérables.

Sinon, comment comprendre l'objectif de ce reportage avilissant sur le Cameroun? Comment ne pas penser que ce reportage est animé par un but inavoué, celui de jeter l'opprobre sur tout un pays? Il y a assez d'éléments qui indiquent une malveillance cyniquement orchestrée par l'équipe de *Temps Présent* pour servir des stigmates fraîches à une opinion publique majoritairement xénophobe et protectionniste à l'excès, à la veille d'un référendum sur le durcissement de la loi sur l'asile en Suisse.

UN REPORTAGE VICIÉ À LA BASE

Je me rappelle encore ce fameux après-midi du 6 février dernier où M. Philippe Mach, réalisateur de la fameuse émission, a envoyé un e-mail à la rédaction de *Voix d'Exils*, cherchant notamment à entrer en contact avec moi. Ce que j'ai approuvé. Le soir même, il m'appelait, sollicitant ma collaboration pour un reportage sur le Cameroun. Mais

une fois informé de l'angle choisi par l'équipe, j'ai vite déchanté.

Il était clair que l'équipe de ladite émission, non seulement allait contre mes valeurs et principes, mais aussi à l'encontre du respect de la déontologie et de l'éthique du journalisme. Ils affichaient une mauvaise foi sans pareille. L'angle choisi frôlait la charge. Morceaux choisis: «nous voulons faire un reportage sur des Camerounaises, mariées au Cameroun, mais qui ont laissé leurs épouses et enfants au Cameroun pour venir exercer la prostitution ici en Suisse». «Nous allons également «zoomer» sur celles qui sont mariées au Cameroun à un Camerounais et en même-temps mariées ici en Suisse à un Suisse...». Inutile de dire que j'ai refusé cette proposition, tout en proposant un autre angle, plus objectif et instructif, qui sans surprise fut refusé. Pour *Temps Présent*, il n'était pas question de faire un reportage objectif, mais carrément orienté. L'équipe avait déjà sa petite idée en tête: salir le Cameroun et ses habitant-e-s. Confronté à mon refus sec de faire partie de cette mascarade, M. Mach m'avait dit que son équipe allait se rendre au Cameroun. Pendant quatre mois, ils ont réussi à faire un reportage abject, digne du journalisme «à la Rupert Murdoch», du bidonnage, du sensationnel.... Ce reportage, présenté sous prétexte de dénoncer des pratiques douteuses, témoigne d'un sérieux manque d'éthique journalistique: des clichés réducteurs sont martelés avec des procédés des communications très douteux, le reportage se concentre sur des faits anecdotiques sans jamais chercher à montrer la réalité dans son ensemble, sans un soupçon de recul ou d'analyse. Tout un pays est ainsi stigmatisé!

FBradley Roland
Journaliste-éditorialiste
d'origine camerounaise

La suite de l'article est à lire sur notre site.

SOCIÉTÉ

Questions de pronostics

Quand un condamné remis en liberté assassine une jeune fille dans la Broye vaudoise, l'émotion est grande. La réaction pleine de courage des parents de la victime contraste avec les gesticulations indignes du Conseil d'État et des responsables de la sécurité.

CONFRONTATION POLICE – JUSTICE

L'assassin présumé, déjà condamné pour meurtre, avait bénéficié d'une libération conditionnelle mais son comportement avait provoqué l'ouverture d'une procédure visant le retour en prison pour exécution du solde de la peine. Même si l'incarcération avait été ordonnée, la personne a pu rester en liberté (aux arrêts domiciliaires) car la première décision a pu faire l'objet d'un recours doté de l'effet suspensif (la décision d'incarcération n'était donc pas exécutoire avant la décision sur recours).

On a entendu des Conseillères d'État s'offusquer du fait que la réincarcération n'avait pas été ordonnée aux premiers signes indiquant une possible récidive. Il faut donc rappeler qu'il est parfaitement légitime qu'une décision judiciaire, quelle qu'elle soit, soit prise après un examen complet de la situation et des preuves disponibles. En d'autres termes, on

ne renvoie pas quelqu'un en prison en cinq minutes sur la base d'une simple rumeur, ou d'un message posté sur Internet, ne serait-ce que parce qu'il convient de vérifier l'authenticité de ce message, par exemple.

LES DROITS DE LA DÉFENSE

Et que l'on ne vienne pas reprocher à un avocat d'avoir déposé un recours. D'une part, permettre à tout-e prévenu-e de bénéficier d'une assistance juridique constitue un minimum dans un État de droit, et l'avocat-e va bien entendu utiliser les voies de droit au bénéfice de son-sa client-e. D'autre part, autoriser le recours pour faire examiner des décisions judiciaires, qui peuvent être erronées (les moyens de preuve peuvent avoir été mal interprétés, falsifiés, être incomplets, etc.), est l'une des seules protections possibles contre l'arbitraire.

Une personne est parvenue de la sorte à commettre un nouveau meurtre. Il n'y a sans doute pas de mots pour qualifier la douleur des proches. Mais il n'en demeure pas moins que l'acte ne pouvait pas être prédit, quels qu'aient été les signes avant-coureurs. L'authenticité même de «signaux avant-coureurs», dans l'absolu, est sujette

à caution, et leur interprétation peut faire débat. Demander la mise en détention de toute personne présentant des «signaux avant-coureurs», dans le doute, revient à exiger un système purement arbitraire dans lequel, au pire, toute personne ayant un comportement un tant soit peu déviant risquerait de se voir emprisonnée quelque temps, sans doute pour réalisation d'expertise psychiatrique.

PAS DE BOULE DE CRISTAL

Toutefois, aucune expertise psychiatrique ne peut prédire l'avenir. Vouloir absolument désigner des coupables lorsqu'un cas de récidive se produit relève du niveau zéro de la réflexion politique. La décision politique consiste à savoir si l'on accepte, à titre préventif, d'enfermer dans le doute des personnes qui ne commettront (plus) jamais de délit, ou si, en cas de doute toujours, on estime qu'il vaut mieux que tout le monde puisse demeurer en liberté tant qu'un risque aigu de passage à l'acte n'est pas avéré. L'expérience totalitaire ne nous ayant jamais attiré, nous préférons le second scénario. Car si la liberté est dangereuse, elle est plus belle que la sécurité.

Arnaud Thiéry

G8 D'ÉVIAN

Dix ans déjà!

Le mois de juin passé marquait les dix ans de la réunion du G8 à Evian. Rien de particulier à fêter car ces «sommets» antidémocratiques continuent. Pour preuve, la récente rencontre en Irlande du Nord à Fermanagh, région durement touchée économiquement par les politiques que promeuvent les pays du G8. À la différence de 2003 et de 2001 à Gênes, les G8 se déroulent désormais dans des zones reculées, difficilement accessibles, à l'abri d'une contestation directe par les citoyen-n-es. C'était déjà un peu le cas à Évian, puisque la navigation sur le lac

avait été restreinte et les voies d'accès coupées. La police, l'armée omniprésente montraient par l'exemple que le capitalisme ne s'exprime jamais mieux que dans la répression.

Justement, contrairement à la presse diversifiée suisse qui a rappelé et dénoncé à nouveau de manière unanime les «émeutes de Genève», il s'agit plutôt de se souvenir du G8 d'Évian comme un moment de contestation éminemment populaire. Ainsi à Lausanne le 29 mai 2003, une première manifestation rassemble presque 10'000 personnes. Enfin à Genève le 1^{er} juin

plusieurs cortèges entre Annemasse et Genève rassemblent 100'000 personnes. Ces manifestations étaient l'occasion de défiler, de protester et de faire entendre une voix ou plutôt des voix multiples, discordantes, confuses, libres pour un monde plus égalitaire. Autour de ces manifestations, un forum social lémanique avait été mis sur pied, un camping à Lausanne accueillait les gens, et d'autres initiatives permettaient de signifier à George Bush et consorts que leur monde n'était et n'est toujours pas le nôtre.

Mathieu Gasparini

CINÉMA

Cesare deve morire

Il y a des moments où l'on sait immédiatement que l'on a vu un chef d'œuvre. C'est ce qui arrive avec le dernier film des frères Paolo et Vittorio Taviani, 83 et 81 ans, *Cesare deve morire* («César doit mourir»).

LE THÉÂTRE ET LA PRISON

Le projet est en lui-même extrêmement original, puisqu'il s'agissait de filmer les répétitions et le spectacle donné par des personnes incarcérées à la prison pour hommes de Rebbia à Rome, l'une des prisons les plus sécurisées d'Italie qui accueille notamment les criminels les plus dangereux liés à l'une ou l'autre des branches de la mafia. La pièce n'est autre que *Julius Caesar* de Shakespeare, jouée dans les différents dialectes des acteurs eux-mêmes. Les acteurs sont tous des «amateurs», avec une demi-exception pour Salvatore Striano, qui joue le rôle de Brutus, ancien prisonnier devenu acteur professionnel et qui est retourné dans les murs de la prison pour tourner le film.

Paolo et Vittorio Taviani le confessent, le film est né d'un hasard, puisqu'une amie leur avait parlé de ces prisonniers qui avaient décidé de faire du théâtre. Comme dans toutes les grandes œuvres, c'est la rencontre d'une occasion et d'un travail admirable qui explique la réussite de *Cesare deve morire*. Pour commencer, jouer du théâtre en prison, c'est bien sûr, comme plusieurs des protagonistes le disent dans le film, un moyen d'en sortir. Le film se clôt sur une remarque de l'acteur jouant Cassius, alors que la porte de sa cellule vient de se refermer sur lui: «depuis que je fais du théâtre, cette cellule est devenue une prison». Phrase à double, voire triple sens, qui montre déjà l'ambition parfaitement légitime du propos du film.

SHAKESPEARE, ICI ET MAINTENANT

Le film se joue aussi à un autre niveau, lié celui-ci à la pièce elle-même. Shakespeare est, pour reprendre un des vers

les plus célèbres de *Macbeth*, plein de bruit et de fureur. On y assiste à une quantité invraisemblable de meurtres, de vengeances, de trahisons, de bassesses et de grandeurs. En découvrant le texte, les prisonniers ont d'ailleurs dit aux frères Taviani qu'ils avaient trouvé en Shakespeare un «frère»! Qu'une pièce écrite il y a plus de 400 ans et prenant prétexte d'un événement vieux de plus de 2000 ans puissent parler aussi immédiatement, aussi complètement à des criminels et à des meurtriers d'aujourd'hui nous dit à la fois quelque chose de l'universalité de Shakespeare et de ce dont il parle. Mais ce n'est pas parce que, une fois n'est pas coutume sans doute, le meurtre commis sur scène l'est par d'anciens meurtriers qu'il n'est pas pleinement joué. Il l'est, mais sans mettre entre la pièce et nous toute la distance historique qui en affaiblit la portée, qui en réduit l'immédiateté ou qui le fait passer, précisément, pour un événement historique, c'est-à-dire révolu. Les acteurs savent qu'ils jouent quelque chose qui a à voir directement avec la vie réelle, non pas celle de la Rome de la fin de la république, mais la vie ici et maintenant.

Enfin, *Cesare deve morire* parvient, comme seuls les meilleurs films sur le théâtre le peuvent, à mélanger les places et à brouiller les rôles: qui est acteur, qui est spectateur, qui joue, qui regarde, qui applaudit à la fin de la représentation? Le miracle est que ces différents niveaux, déjà complexes en eux-mêmes, sont superposés avec un naturel qui constitue l'une des plus grandes réussites du film.

ACTEURS STUPÉFIANTS

S'il n'y avait que cela, ce film en serait déjà immense, mais il y a les acteurs eux-mêmes, littéralement stupéfiants d'intensité, bien que l'on n'ose pas dire stupéfiants de vérité car c'est bien à des acteurs que l'on a affaire. *Cesare deve morire* évolue sans cesse de la pièce à ce qui se passe autour d'elle – indications

du metteur en scène, commentaires des acteurs ou des autres prisonniers, discussions dans les cellules, conflits entre prisonniers –, qui demande aux acteurs de mobiliser au moins deux registres de jeu extrêmement différents. Le bonheur avec lequel ils y parviennent a laissé penser à certains spectateurs qu'il s'agissait d'une sorte de documentaire à l'intérieur d'une prison, ce que ce film n'est pas. C'est un film de fiction de bout en bout, les réalisateurs y insistent, mais d'une fiction qui sait confondre l'imaginaire, celui de *Julius Caesar*, celui des prisonniers, le nôtre, et la réalité. Que tout cela se passe véritablement dans une prison ne rend que le film encore plus intéressant et, peut-on ajouter, lui donne une dimension politique essentielle.

AU DELÀ DE LA POLITIQUE

Ce n'est pas une dénonciation didactique de l'enfermement carcéral que nous imposent Paolo et Vittorio Taviani, mais c'est, d'un point de vue artistique, infiniment plus intelligent, plus complexe, tout en n'étant pas moins révolté. Les frères Taviani ont gardé toute leur capacité à politiser leur cinéma, mais il me semble qu'ils lui ont ajouté une certaine sérénité doublée d'une sorte d'allégresse qui en étaient autrefois absentes.

Antoine Chollet

On trouvera sur notre site une autre critique de ce film par Cora Antonioli.



DOSSIER AUSTÉRITÉ

L'austérité comme seul horizon!

1982: le Mexique annonce à ses créanciers qu'il ne peut plus payer sa dette. Les banques européennes et américaines perçoivent le risque de faillite du système bancaire mondial. En effet, elles avaient engrangé les milliards de pétrodollars de la décennie précédente et avaient prêté sans grand discernement aux puissants au pouvoir, pensant que ces États ne pouvaient faire défaut. Or, si le Mexique ne peut plus payer, de nombreux autres États sont dans la même situation. Le FMI s'est donc investi d'un nouveau rôle de prêteur sur gage, en conditionnant sa bonne volonté à l'implémentation des fameux programmes d'ajustement structurel. Ces derniers consistent en l'imposition de mesures austéritaires: privatisation, défiscalisation, abaissement des droits de douanes, compressions budgétaires, élimination des fameux obstacles à la concurrence tel que l'affaiblissement de la législation sur le travail.

VAGUE DE PRIVATISATIONS

C'est la ruée. La classe bourgeoise rachète les entreprises publiques pour trois fois rien. Les transnationales pénètrent ces nouveaux marchés sans entraves pour rapatrier leurs capitaux dans des paradis fiscaux (voir *Pages de gauche* n° 109), les inégalités sociales et économiques explosent, les

collectivités publiques s'affaiblissent et la dette n'a jamais cessé de croître. Ainsi, en 2009, les collectivités publiques de ces pays avaient remboursé 98 fois ce qu'elles devaient en 1970 et leur dette avait été multipliée par 32. Aujourd'hui, les mesures qui sont imposées aux populations du sud de l'Europe sont de même teneur, se justifient avec les mêmes arguments, auront les mêmes conséquences et font face aux mêmes objections d'illégitimité. À ce jour, ces mesures n'ont eu pour effet que de privatiser les profits et de socialiser les coûts. Et la dette publique extérieure continue de croître.

OFFENSIVE CAPITALISTE

Derrière des discours moralisateurs envers une classe de travailleuses-eurs vivant prétendument au-dessus de ses moyens, le Capital s'est lancé à l'offensive de l'Europe après avoir dépecé les États dits périphériques. Par le passé, cette mécanique a produit des masses ouvrières corvéables, permettant d'attaquer les conditions de vie et de travail dans les pays du centre. La mise en concurrence des travailleuses-eurs est une stratégie éprouvée et a ancré dans l'imaginaire collectif le fait que le destin des nations était plus important que celui des ouvrières-iers. Elle débute toujours par les éléments les plus faibles, comme les immigré-e-s,

les handicapé-e-s ou encore les frontalières-ers, mais a pour but la mise au pas de toute la classe ouvrière. Hier, il s'agissait des pays africains, asiatiques ou latino-américains. Aujourd'hui, le Capital vise le sud de l'Europe. Il teste les résistances et les capacités de résilience en allant toujours plus loin tout en évitant d'aller trop loin. Certes la classe ouvrière réagit, mais le «mouvement des indignés» et les nombreuses manifestations populaires ne seront vraisemblablement pas suffisants pour le faire plier. Or, il n'est pas possible de baisser son froc et de se serrer la ceinture en même temps! Il va falloir passer à autre chose.

CONSTRUIRE DES RÉSISTANCES

Dans les articles consacrés aux politiques d'austérité de ce numéro, nous avons essayé d'une part de donner un aperçu de leurs conséquences pour la classe ouvrière au Portugal et en Espagne, et d'autre part, de présenter un retour sur le lancement du Global Labour Institute par des actrices-eurs politiques et syndicaux en Grèce, l'organisation des travailleuses-eurs constituant à notre sens une réponse pertinente à l'austérité.

Sébastien Schnyder



DOSSIER AUSTÉRITÉ

Portugal: de la dictature de Salazar au diktat de la Troïka

Même s'il a été l'un des pays les plus touchés par la crise de la zone euro, le Portugal n'a pas fait beaucoup de vagues malgré une situation économique catastrophique. Au contraire, le gouvernement de Pedro Passos Coelho arrivé au pouvoir en 2011 a été un bon élève de la Troïka (la BCE, l'UE et le FMI), et a diligemment mis en œuvre les mesures d'austérité que celle-ci a imposées en dépit de leurs conséquences dramatiques sur la consommation. Malgré un taux de chômage à 18% (42% chez les jeunes), le troisième plus élevé de l'UE, et un PIB qui a décliné à son niveau de 2001, le pays n'a pas subi l'effondrement des partis traditionnels et l'émergence de l'extrême droite comme en Grèce, ni l'instabilité politique que l'on a pu voir en Italie. Comparées aux scènes de guerre diffusées depuis Athènes, les manifestations anti-austérité qui ont eu lieu à Lisbonne ont semblé bien paisibles. Cette apparente résignation peut s'expliquer en partie par l'importance du canal traditionnel de résolution des tensions sociales: l'émigration.

SPÉCIFICITÉ PORTUGAISE

Contrairement à la Grèce, à l'Espagne ou à l'Irlande, le Portugal n'a pas connu de bulle immobilière depuis son entrée dans la zone euro. Alors que ces pays ont connu une période faste soutenue par des taux d'intérêt bas alignés sur l'Allemagne, le Portugal, comme l'Italie, a traversé une décennie perdue marquée par la stagnation économique, la détérioration des finances publiques et l'endettement privé. Avec l'euro à un niveau surévalué, ses exportations ont perdu en compétitivité et sa balance commerciale s'est déséquilibrée, surtout face aux nouveaux pays de l'UE à la main d'œuvre moins chère et souvent mieux qualifiée. Dans ce contexte, l'austérité a commencé bien avant

la crise de l'euro. Le gouvernement socialiste de José Socrates arrivé au pouvoir en 2005 avait déjà entamé un bon nombre de réformes impopulaires pour réduire les déficits publics. Après 2009, les taux d'intérêts sur la dette ont pris l'ascenseur, et les socialistes, cette fois à la tête d'un gouvernement de minorité, ont négocié une série de paquets d'économies avec l'opposition de droite. Ces mesures incluaient un gel des salaires de la fonction publique et des prestations sociales, combinées à des hausses d'impôts considérables.

«PLUS LOIN QUE LA TROIKA»

En avril 2011, après que l'opposition a refusé de soutenir le quatrième paquet d'économie, Socrates a démissionné et demandé en catastrophe l'assistance financière de la Troïka, devenant ainsi le troisième pays à être secouru. Durant la campagne électorale qui a suivi, le chef de l'opposition Pedro Passos Coelho avait promis d'aller «plus loin que la Troïka» dans la réduction des déficits publics. Après son élection, la droite a en effet poursuivi et poussé encore plus loin la politique d'austérité des socialistes sous les auspices de la Troïka. Les 13e et 14e salaires de la fonction publique ont été suspendus, et le budget 2013 prévoyait les augmentations d'impôt les plus importantes depuis la fin de la dictature. La plupart des entreprises publiques ont été ou sont sur le point d'être vendues: la compagnie d'électricité EDP a passé sous contrôle chinois, la compagnie aérienne TAP est à la recherche d'un repreneur, et le gouvernement souhaite également privatiser la télévision publique RTP. Ces réformes, destinées avant tout à impressionner la Troïka, ont été un échec quant à la réduction de la dette et au retour de la croissance. Les prévisions ont été maintes fois revues à la baisse

en raison des effets multiplicateurs des coupes budgétaires.

PLUTÔT L'EXIL QUE VOTER À GAUCHE

Même si l'opposition socialiste a récemment adopté une posture plus combative, elle est consciente qu'elle-même a adopté les mêmes politiques auparavant, et n'a pas de menace crédible sur sa gauche. Le vieux Parti communiste et le Bloc de Gauche ont été incapables de tirer profit de la crise. Contrairement à la Grèce et à l'Italie, les Portugais semblent préférer voter avec leurs pieds plutôt que dans les urnes. Depuis 1998, un million de personnes sont parties pour fuir la stagnation économique, notamment vers la Suisse, et cette tendance s'est fortement accélérée au cours des trois dernières années. En 2011, plus de 100'000 portugais ont émigré, un niveau similaire aux grandes vagues des années 1960, lorsque la dictature de Salazar tolérait l'émigration pour réduire les tensions sociales. Entre Salazar et la Troïka, beaucoup de Portugais-e-s qui ont manifesté récemment en brandissant les symboles de la révolution des œillets pensent que peu a changé.

*Alexandre Afonso
Maître de conférences au
King's College de Londres*



DOSSIER AUSTÉRITÉ

Deux jours en Grèce

Le 18 et 19 juin devait se tenir à Athènes la conférence pour lancer le *Global Labour Institute* (GLI), ou Institut Mondial du Travail, en Grèce. Les GLI, dont le premier fut fondé à Genève en 1997, sont des organisations de militant·e·s syndicales·aux et socialistes, mais aussi post-trotskistes et anarcho-syndicalistes, qui travaillent à rendre le mouvement syndical apte à affronter la guerre que la droite néo-libérale est en train de lui faire. Ils forment ensemble un réseau international, pour l'heure entre Genève, Manchester, New York et Moscou. Une première université d'été des GLI, près de Manchester l'année dernière, a rassemblé 84 participant·e·s de 26 pays, pour la plupart de jeunes syndicalistes.

AVEC SYRIZA

Les participant·e·s grecs de Syriza, la coalition socialiste de gauche, veulent rejoindre ce réseau. La conférence d'Athènes («Combattre l'Austérité, Reconstruire le Syndicalisme par en bas»), sur invitation de Syriza, s'est tenue avec des camarades anglais, bulgares, de l'UITA et moi-même pour le GLI de Genève, mais pas dans l'ordre prévu. Le premier jour, au lieu de nous réunir en conférence, nous avons rejoint les salarié·e·s de la télévision publique ERT, qui occupent les locaux depuis que le gouvernement a décidé de la fermer du jour au lendemain et de les congédier, et qui continuent à émettre par internet. Ambiance très soixante-huitarde, tous les groupuscules de la gauche radicale représentés par leurs affiches et leurs militant·e·s, de nombreuses·eux citoyen·ne·s, de tous les âges et milieux sociaux, outrés par le coup de force du gouvernement, venus apporter leur soutien au mouvement d'occupation. Nos interventions, de solidarité et d'encouragement,

sont retransmises à 42,000 auditrices·eurs par un canal improvisé.

Le lendemain, la conférence a lieu à Saronikos, une municipalité proche d'Athènes, gouvernée par Syriza. L'auditoire de la mairie est rempli à bloc, 500 personnes à peu près. Parmi les intervenant·e·s, après une syndicaliste qui dénonce la rigidité bureaucratique des organisations syndicales, le maire de Keratea, une municipalité voisine, également de Syriza, raconte la résistance de sa ville contre le projet du gouvernement de créer une gigantesque décharge publique qui aurait détruit un environnement naturel et des sites archéologiques protégés. Les citoyen·ne·s de Keratea étaient en état d'insurrection pendant des mois, livrant des batailles rangées contre la police anti-émeutes, et ils ont gagné: les forces de police ont été retirées, le gouvernement a abandonné son projet. Une jeune femme présente les *Industrial Workers of the World* (IWW), syndicat révolutionnaire fondé aux Etats-Unis en 1905, avec des sections dans différents pays dont, je l'apprends avec étonnement, la Grèce.

POUR UN SYNDICALISME RADICAL

Aléxis Tsípras, président de Syriza, arrive, prend sa place dans la première rangée. On me demande de refaire mon discours de la veille devant la télévision. Je leur dis: «Camarades, votre pays est petit, comme le mien, et vous avez 150 syndicats, c'est beaucoup trop. Cela fait trop de secrétaires généraux. Tant que cette structure domine, votre mouvement syndical ne peut être le moyen par lequel la classe ouvrière arrivera à se soulever.» Et je leur dis encore: «Ne cherchez pas d'inspiration ou des exemples dans le mouvement syndical européen. Ils n'ont rien à vous apprendre, sauf comment organiser la retraite. Fiez-vous à vos expériences et à votre imagina-

tion et ne reculez pas devant des solutions radicales: dans notre situation, les solutions radicales sont les solutions réalistes. Un seul grand syndicat interprofessionnel pour tous les travailleurs grecs, démocratiquement contrôlé par sa base, est-il imaginable?» Et enfin: «Nous reconnaissons en vous, camarades de Syriza, l'énergie démocratique et révolutionnaire dont notre mouvement a le plus besoin aujourd'hui. Nous sommes ici pour manifester notre solidarité et nous resterons ensemble jusqu'au jour où toutes les batailles auront été gagnées.»

ALEXIS TSIPRAS

Tsípras prend la parole. Il est jeune (39 ans), charismatique mais totalement exempt de démagogie, aucune gestuelle autoritaire, aucune trace de la bouffonnerie des caudillos dont une partie de la gauche est si éprise. Il explique, calmement, parfois avec humour, comme s'il donnait un cours. Le public écoute avec une attention concentrée, dans un silence total, quelques rires, deux ou trois brèves interruptions pour applaudir.

Tsípras dénonce l'autoritarisme croissant du gouvernement, autoritarisme d'un gouvernement faible voué à l'échec, évitant par tous les moyens de nouvelles élections pour repousser l'échéance de la catastrophe qui l'attend. Sur le syndicalisme, il abonde dans notre sens: Syriza fera tout pour libérer les travailleurs grecs des entraves bureaucratiques qui les empêchent de manifester leur puissance.

La réunion prend fin, Tsípras me rejoint à la sortie, me donne une poignée avec sa grosse main, me dit «*wonderful speech*» avec un grand sourire, et disparaît avec sa garde rapprochée. Le GLI grec est lancé.

Dan Gallin

DOSSIER AUSTÉRITÉ

L'Espagne se vide de sa substance

L'impact de la crise et des politiques économiques d'austérité est particulièrement sévère en Espagne. Le taux de chômage a atteint 27,2% de la population active pendant le premier trimestre de 2013 et une légère diminution en mars-avril du nombre de chômeuses-eurs a été saluée par le gouvernement espagnol comme une véritable victoire. La baisse du pouvoir d'achat se traduit par un recul de la consommation. Dans les principales villes espagnoles, il n'est pas rare de voir des magasins fermés sur les principales artères des rues commerçantes. L'industrie de la construction est sinistrée.

Cependant, les conséquences de la crise ne se limitent pas aux indicateurs macro-économiques et sociaux. En 2012, le gouvernement du Parti populaire (PP, droite) a fait voter par le parlement espagnol une importante réforme du marché du travail. Celle-ci prévoit, notamment, la possi-

bilité de négocier des accords d'entreprises indépendamment des conventions collectives de branches. Dans l'automobile et la sidérurgie, les syndicats ont dû accepter les propositions des entreprises prévoyant des mesures de flexibilité et, dans certains cas, des rémunérations moindres pour les nouveaux emplois créés. Pendant le premier trimestre de 2013, les coûts salariaux unitaires ont reculé de 1,8%.

QUELLES EXPORTATIONS?

Cette «dévaluation interne» est une nouvelle arme de compétitivité pour les entreprises espagnoles. Si les exportations de produits agricoles sont en plein essor, les entreprises industrielles se ruent désormais sur les marchés extérieurs et n'hésitent pas à brader les prix pour gagner des contrats. La hausse des exportations (41% au cours des trois dernières années) saluée par les économistes n'est pas la garantie d'une évolution vers des sec-

teurs à plus forte valeur ajoutée. Et ce d'autant plus que le gouvernement a réduit de manière drastique les dépenses allouées à la recherche-développement (R&D), compromettant par là-même les chances de développer à l'avenir des activités à valeur ajoutée. L'émigration des jeunes chercheuses-eurs est de ce point de vue un phénomène préoccupant.

Le phénomène ne se limite pas au monde de la recherche. De jeunes diplômé·e·s, des cadres et des ingénieur·e·s émigrent, principalement vers l'Europe et l'Amérique latine. Les industriel·le·s allemand·e·s viennent même recruter des ingénieur·e·s en Espagne. Comme par ailleurs l'immigration en provenance d'Amérique latine recule, la population espagnole devrait diminuer de 0,2% en 2013, selon les prévisions de l'Institut national de la statistique.

Daniel Solano

DOSSIER AUSTÉRITÉ

Le mouvement syndical et la Gauche en Grèce

Le mouvement syndical grec compte deux organisations faitières, la Confédération Générale du Travail (GSEE) dans le secteur privé et la Confédération des syndicats du secteur public (ADEDY).

UN PAYSAGE SYNDICAL FRAGMENTÉ

La GSEE compte 83 syndicats, très inégaux par leur taille, leur représentativité et leur efficacité. ADEDY a 52 syndicats affiliés. Récemment de nouveaux syndicats sont apparus avec des directions trotskistes ou anarcho-syndicalistes, qui restent en dehors des structures confédérales.

Cette fragmentation remonte à une législation intro-

duite en 1936 par la dictature du général Metaxas. Une institution étatique, le «Foyer du Travailleur», fut créée, financée par un impôt obligatoire pour chaque salarié·e. Les fonds recueillis par l'État étaient ensuite redistribués notamment aux syndicats, qui devenaient ainsi dépendants de l'État.

UN FINANCEMENT ÉTATIQUE

Tous les gouvernements suivants ont maintenu le système jusqu'en 1990, quand une tentative pour l'abolir fut suivie par le quasi effondrement des structures syndicales. La GSEE demanda, et obtint, le rétablissement du système. Pen-

dant plusieurs décennies les syndicats s'habituaient ainsi à dépendre de l'État, négligeant des fonctions essentielles, notamment le recrutement, la formation militante, la démocratisation des structures.

Mais en février 2012, la Troïka obtient du gouvernement l'abolition définitive du «Foyer des Travailleurs» et le licenciement de ses employé·e·s. Dans un sens, on peut dire que la Troïka a rendu un grand service au mouvement syndical grec en l'obligeant à assumer son indépendance, mais à brève échéance cela entraînera sans doute son affaiblissement.

Dan Gallin

LECTURES SOCIALISTES

La Boétie, *De la servitude volontaire*

À lire: Étienne de la Boétie, *Le discours de la servitude volontaire*, Paris, Payot, 2002.



Ce texte de 1549 rédigé par un très jeune homme de 18 ans contre l'absolutisme fournit des réflexions toujours très pertinentes sur les raisons qui poussent les humains à céder leur liberté à un tyran. Reconnaissant à chacun.e son statut de sujet pensant et agissant, La Boétie se demande ce qui peut

bien nous pousser à nous mettre en servitude. Son propos est ainsi autant un éloge de la liberté qu'une exhortation à nous rappeler que pour se libérer, il suffit de le vouloir: «Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres.»

Rejetant rapidement des explications de la servitude qui auraient pu être valables mais ne sont point

réelles, comme la faiblesse ou la bonté, l'auteur s'ingénie à montrer le rôle de «la nourriture», en d'autres termes la «socialisation»; c'est parce que les humains naissent sous le joug du tyran qu'ils «prennent pour leur naturel l'état de leur naissance». Car pour La Boétie, si on connaît la liberté, on la défend! Pour les tyrans, un autre moyen de priver les humains de liberté est d'user de ruse, en invoquant par exemple l'urgence de la guerre pour obtenir les pleins pouvoirs et les conserver en temps de paix.

Bien sûr, il y a toujours quelques personnes pour désirer la liberté, même sans l'avoir connue, mais elles sont empêchées de se rassembler, «la liberté leur est toute ôtée, sous le tyran, de faire, de parler et quasi de penser; ils deviennent tous singuliers en leurs fantaisies». En effet, si les asservies peuvent oublier leur liberté naturelle, les tyrans, eux, ne perdent pas de

vue le statut précaire de leur pouvoir, ce qui les rend paranoïaques, et ils cherchent donc activement à le maintenir, notamment en endormant le peuple par la bonne vieille technique «du pain et des jeux». La Boétie souligne également que le pouvoir d'un tyran ne tient pas qu'à lui, mais bien à un système hiérarchisé de faveurs, le tyran ayant une poignée de personnes autour de lui, qui ont elles-mêmes leurs «favoris», etc. Et ce système s'entretient par le biais des faveurs personnelles, qui profitent à bon nombre. L'auteur rappelle toutefois que ceux et celles qui se croient ainsi privilégiés sont en réalité les moins libres. Premiers boucs émissaires du tyran, ils ne connaissent de plus pas l'amitié, car seul le complot réunit les escrocs...

Toute ressemblance avec des événements ou des personnes ayant existé ne serait que fortuite et pure coïncidence. Ou pas.

Stéphanie Pache

LECTURES SOCIALISTES

William Morris, *Nouvelles de nulle part*

Vers la fin des années 1880, William Morris vivait des moments difficiles comme membre de la *Socialist League*, fondée en 1884. Les dissensions se creusaient entre les adeptes de la participation aux élections, les socialistes étatiques qu'il détestait et une tendance anarchiste de plus en plus puissante. Lorsque le réel est déprimant, quel meilleur remède que d'écrire une utopie? C'est ainsi qu'en 1890 paraissent les *Nouvelles de nulle part*, sans doute l'œuvre la plus connue de ce touche-à-tout qui ne manquait pas de talents.

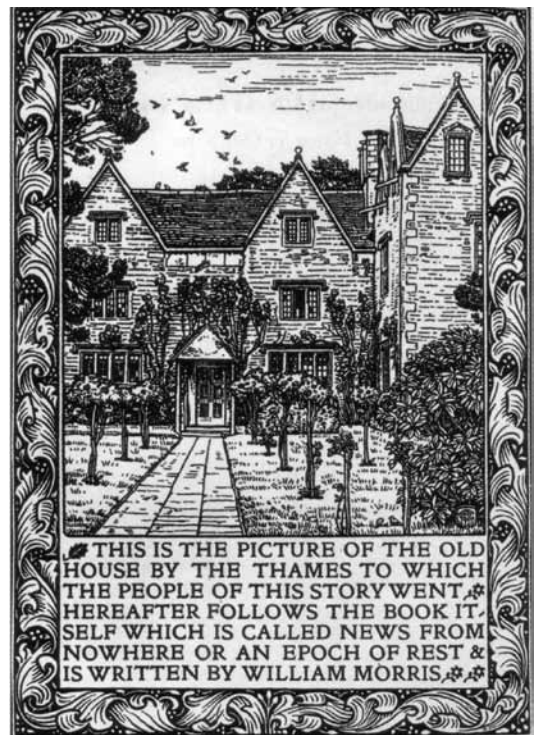
Le héros se réveille une centaine d'années après la grande révolution qui a changé le monde en 1952, et découvre un pays complètement transformé. Plus d'État, plus d'argent, plus d'école, plus de différences sociales, mais une société dans laquelle

l'entraide est permanente, les décisions sont prises dans des assemblées de voisinage et l'autonomie est partout. On construit sa maison, on tisse ses habits, on cultive son jardin et les champs alentours, et l'on ne consomme que selon ses besoins.

L'aspect véritablement novateur de l'utopie de Morris est pourtant ailleurs, car elle ne fait pas la description détaillée d'une société parfaite et stable. Non seulement narre-t-elle très précisément le processus qui a mené à la société que le visiteur découvre, mais elle nous rappelle aussi que cette société est encore en mouvement. Autre manière de dire que le socialisme n'arrête pas l'histoire!

Antoine Chollet

À lire: William Morris, *Nouvelles de Nulle part*, Paris, Aubier, 1992.





LECTURES SOCIALISTES

Marx & Engels, Le Manifeste communiste

En 1848, à l'orée d'une année où toute l'Europe ou presque est prise de convulsions révolutionnaires, deux jeunes gens de 28 et 30 ans publient l'un des textes les plus importants de l'histoire politique mondiale: *Le Manifeste du parti communiste*. Peut-on encore le lire avec des yeux neufs aujourd'hui? Nous le croyons fermement, alors que le texte a si souvent été ramené à quelques formules lapidaires.

Pour commencer, les deux auteurs voient avec prescience que la bourgeoisie, au contraire de toutes les classes dominantes du passé, est fondamentalement révolutionnaire. «Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement». On prétend aujourd'hui que l'incertitude est devenue la marque de notre «hyper-modernité», alors qu'en 1848, Marx et Engels sont déjà en mesure de l'associer au capitalisme.

Ensuite, contrairement aux caricatures de marxistes comme révolutionnaires professionnels et maximalistes, voici quelques

éléments du programme communiste tel qu'il est esquissé dans le *Manifeste*: il s'agit de conquérir la démocratie pour, entre autres, établir un impôt fortement progressif, abolir le droit d'héritage, centraliser le crédit dans les mains de l'État, rendre le travail obligatoire et instituer une éducation publique et gratuite. On conviendra que cela anticipe davantage le Comité d'Olten que la prise du Palais d'Hiver...

On croit que le communisme immole l'individu sur l'autel du collectif, alors que le *Manifeste* énonce clairement que la société future devra être «une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous». On prétend qu'il délaisse le présent au nom de l'avenir, alors qu'on lit que «les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière». On l'imagine volontiers conspirateur, or «les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions». Enfin, on pense parfois que ces derniers refusent toute alliance électorale, alors que nos auteurs écrivent ceci sur la Suisse, certes

en 1848: «[les communistes] appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments disparates, démocrates socialistes, au sens français du mot, et bourgeois radicaux». Les temps ont changé, les partis également, mais les principes sont toujours aussi jeunes, si l'on veut bien les retrouver derrière 150 ans de calomnies et de falsifications.

Cependant, les communistes doivent aussi savoir que «leurs fins ne pourront être atteintes sans le renversement violent de tout l'ordre social, tel qu'il a existé jusqu'à présent». L'objectif est bien sûr révolutionnaire, mais à cette révolution et à la société qu'elle enfantera l'on ne doit pas sacrifier les hommes et les femmes d'aujourd'hui. Voilà sans doute l'une des leçons les plus oubliées du *Manifeste communiste*.

Antoine Chollet

À lire: Karl Marx, Friedrich Engels, «Le Manifeste communiste», in Karl Marx, Philosophie, Paris, Gallimard (Folio), 1994.

Une planche tirée du Cri du peuple, de Tardi
(lire en page 12)



LECTURES SOCIALISTES

Robert Grimm, *La lutte des classes en Suisse*

Robert Grimm n'était pas seulement l'un des politicien-ne-s suisses les plus importants du XX^e siècle, mais également l'un de ses principaux historiens marxistes, alors qu'il était un autodidacte sans formation universitaire. Son ouvrage le plus connu est son *Histoire de la Suisse en termes de lutte des classes*, qui n'a à ce jour jamais été traduit en français. Grimm l'a rédigé alors qu'il purgeait une peine de prison pour avoir appelé les soldats, durant la grève générale, à refuser d'exécuter un éventuel ordre de tirer.

Grimm a montré que les luttes du mouvement ouvrier en Suisse n'étaient pas – contrairement à ce qu'a toujours prétendu la droite – un phénomène importé de l'étranger, mais au contraire la conséquence nécessaire des antagonismes de classe

qui sont, comme Grimm le souligne, particulièrement marqués dans ce pays.

«Depuis la création de la Confédération, les classes sociales se sont toujours directement opposées l'une à l'autre. (...) Les classes luttent (...) sans intervention de la force étatique qui se tiendraient au-dessus ou entre elles. (...) Par conséquent, ces luttes sont visibles sous une forme plus pure et moins faussée que dans les États monarchiques».

Grimm commence son analyse historique avec la fondation de la Confédération. Une nouvelle aristocratie est issue des luttes victorieuses de l'union des communes rurales de Suisse centrale avec les villes du plateau contre la noblesse et le clergé. La grande masse des paysan-ne-s et des artisan-ne-s n'a eu de cesse

de s'opposer à cette domination. Mais ce n'est que lors de la phase des révolutions bourgeoises, entre 1798 et 1848, qu'il a finalement été possible, sous la conduite de la bourgeoisie industrielle, de renverser l'oligarchie qui dominait l'ancienne Confédération et de fonder l'État fédéral libéral. La classe ouvrière a, à son tour, de plus en plus remis en cause la domination de la classe bourgeoise-capitaliste ainsi consolidée.

Grimm a devancé de plusieurs décennies la recherche historique académique. Ce n'est que vers 1968 que celle-ci a commencé à se préoccuper d'histoire sociale. L'œuvre pionnière de Grimm constitue l'un des fondements indispensables pour toute analyse des conflits sociaux en Suisse.

Adrian Zimmermann

À lire: Robert Grimm, *Geschichte der Schweiz in ihren Klassenkämpfen*, Bern, Unionsdruckerei, 1920.

LECTURES SOCIALISTES

Tardi & Vautrin, *Le cri du peuple*

Le cri du peuple est une adaptation en bande dessinée par Tardi du roman du même nom écrit par Jean Vautrin. Plaçant son histoire au cœur des événements de la Commune, il nous donne à voir le Paris de 1871 durant les deux mois et demi que dura cette révolution. Le récit englobe les événements historiques et de multiples personnages qui nous font vivre la Commune par leurs

expériences individuelles, ce qui permet d'inscrire celle-ci dans une temporalité, collective et personnelle. Une intrigue plus classiquement policière se niche également dans ce contexte historique particulier et structure ces chroniques d'un chapitre important de l'histoire française. Sous cette forme apparemment classique de récit historique fictionnel, les très belles images en noir et blanc de Tardi n'évacuent pas la complexité des enjeux politiques qui constituent la Commune.

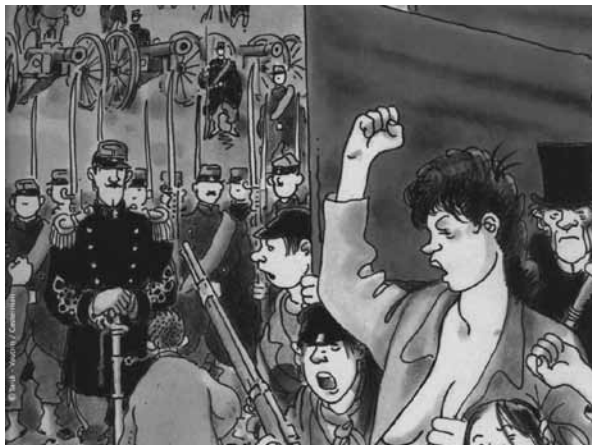
La question de la violence, notamment, est mise en exergue avec une force que seule la fiction permet, d'autant plus quand elle est dessinée. La violence, ou plutôt la question de savoir quand elle est légitime et qui décide de cette légitimité, apparaît en effet comme l'un des thèmes principaux de l'ouvrage. La prise de pouvoir des communard-e-s est en effet provoquée par le projet de Thiers, le chef du gouverne-

ment, de déplacer les canons de Montmartre à Versailles, où le gouvernement avait fui devant la menace de l'armée prussienne. Abandonné par ses élus, le peuple de Paris décide de s'organiser lui-même. Des violences seront commises par les deux parties, la Commune s'achevant par l'exécution impitoyable de membres du peuple de Paris, ordonnée par le gouvernement français, lors de la Semaine sanglante.

Épisode dont l'analyse suscite de multiples controverses, la Commune se voit depuis quelques années «réhabilitée» ou du moins est à nouveau l'objet de publications et de recherches. Il est fort possible d'y voir un regain d'intérêt pour la question démocratique dans la France contemporaine, dont les institutions politiques se voient de plus en plus régulièrement contestées dans leur légitimité.

Stéphanie Pache

À lire: Jacques Tardi, Jean Vautrin, *Le cri du peuple*, Bruxelles, Casterman, 2011.





LECTURES SOCIALISTES

Jules Vallès, *L'insurgé*

C'est l'histoire d'un révolté devenu révolutionnaire. Enfant battu par ses parents, élevé dans la discipline et la pauvreté, humilié par ses institutrices-teurs bourgeois-es, Jules Vallès est un enragé; sa vie est une lutte permanente contre toutes les formes d'autorité et d'oppression. La trilogie Jacques Vingtras – le nom du personnage principal – (*L'Enfant*, *Le Bachelier*, *L'Insurgé*) de Jules Vallès n'est ni tout à fait autobiographique, ni complètement romanesque mais totalement tournée vers le combat prolétarien de la seconde moitié du XIX^e siècle.

L'Insurgé raconte le moment de la Commune de Paris du point de vue du journaliste militant et futur délégué de la Commune, Jacques Vingtras. Cette révolution, c'est l'aboutissement logique d'une vie de révolté: «Al-lons! C'est la Révolution! La voilà la minute tant espérée et attendue depuis la première cruauté du père, depuis la première gifle

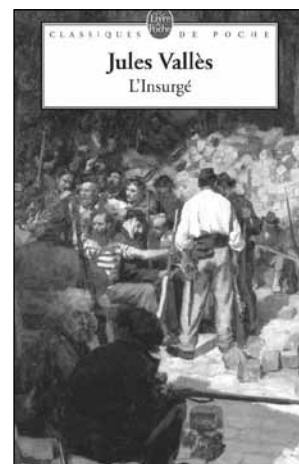
du cuistre, depuis le premier jour passé sans pain, depuis la première nuit passée sans logis – voilà la revanche du collègue, de la misère et de Décembre [le coup d'Etat de Napoléon III]». À la place d'une description détaillée de l'organisation politique des communard-es, le temps du roman s'attache davantage aux méandres qui précèdent la révolution – la situation de misère sociale, la lutte contre le défaitisme du gouvernement de Thiers et sa connivence avec l'«ennemi» Bismarck, la tentative blanquiste de s'emparer du pouvoir – et à la Semaine sanglante qui l'achève, avec le combat des barricades et l'extermination des communard-es par les forces versaillaises et leurs alliés prussiens.

Tout au long de son parcours, Vingtras-Vallès avance avec un esprit libertaire et railleur; il y défend la liberté d'expression (Vallès éditait *Le cri du peuple*, l'un des quotidiens les plus lus

sous la Commune), critique vertement l'avant-gardisme des blanquistes et l'autoritarisme du groupe majoritaire des délégués de la Commune qui répète le jeu des jacobins de 1793. Vingtras-Vallès ne suit qu'une seule logique: «Je suis pour ce que le peuple voudra». Ainsi, le récit s'efface devant la puissance créatrice du peuple parisien qui seul décide du cours des événements. Et à ce titre, les femmes occupent une place de choix: «Des femmes partout. – Grand signe! Quand les femmes s'en mêlent, quand la ménagère pousse son homme, quand elle arrache le drapeau noir qui flotte sur la marmite pour le planter entre deux pavés, c'est que le soleil se lèvera sur une ville en révolte».

Thierry Bornand

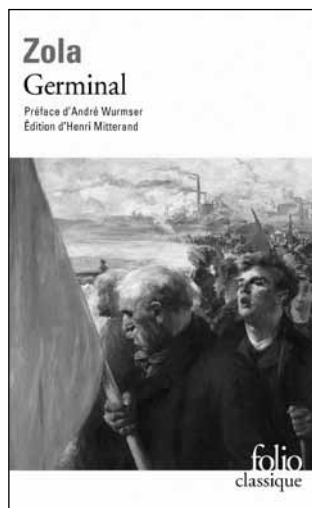
À lire: Jules Vallès, *L'Insurgé*, Paris, Librairie Générale Française, 1986.



LECTURES SOCIALISTES

Émile Zola, *Germinal*

À lire: Émile Zola, *Germinal*, Paris, Folio, 1999



Roman désormais emblématique de la lutte des classes, *Germinal*, rédigé entre 1884 et 1885, s'inscrit dans un ensemble d'ouvrages intitulé *Les Rougon-Macquart*, et sous-titré «Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second empire». Chef de file du mouvement littéraire naturaliste, Émile Zola souhaitait dépeindre la réalité telle qu'il la voyait, en donnant «un esprit scientifique» à la littérature, notamment par l'utilisation de l'enquête, de l'observation et de l'expérimentation. Toutefois, le résultat est loin de l'utilisation fallacieuse de l'objectivité faite de nos jours, et il n'en est que plus fort. À la lecture, la pesanteur de l'organisation sociale prend au cœur et au corps, et le

cas des mines, tout réel qu'il soit, offre une image symbolique des plus justes pour saisir l'opposition travail/capital. Les corps et esprits accaparés, une masse en nombre, un peuple souterrain s'oubliant lui-même pour servir une seule personne, dans le cas du patron paternaliste, ou une poignée d'actionnaires lointains, invisibles et méconnus, à la surface et à l'air libre. La transition entre ces deux types de dirigeants est, par ailleurs, bien mise en évidence dans le livre. Toutefois, la place centrale de l'histoire est occupée par le réveil des consciences et la lutte, rappelant une fois de plus qu'unies, les forces sont décuplées, et que, bien souvent, si celles et ceux qui sont opprimé-es s'entendent sur l'idée du changement, ce sont des discordances idéologiques sur les moyens et outils pour y arriver qui empêchent l'action, permettant ainsi au capital,

devant l'échec de l'entente, de grignoter de plus en plus d'espace. Réformisme, socialisme révolutionnaire, anarchisme, voici les débats qui animent les ouvriers-ères de *Germinal*, et qui sont toujours d'actualité. Message d'espoir, l'ouvrage finit sur cette magnifique phrase, «Encore, encore, de plus en plus distinctement, comme s'ils se fussent rapprochés du sol, les camarades tapaient. Aux rayons enflammés de l'astre, par cette matinée de jeunesse, c'était de cette rumeur que la campagne était grosse. Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination allait faire bientôt éclater la terre». Une promesse trop souvent oubliée, tâchons de nous en souvenir.

Émilie Martini

LECTURES SOCIALISTES

Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution?*

Réforme sociale ou Révolution? est la réponse de Rosa Luxemburg aux théories réformistes d'Eduard Bernstein, dans le cadre d'un débat traversant le parti social-démocrate allemand à la fin du XIX^e siècle. Le ton est donné dès la préface: «L'alternative: réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier».

Rosa Luxemburg commence par réfuter la thèse réformiste. Bernstein la formulait plus ou moins ainsi: l'analyse de Marx serait fautive car le capitalisme ne s'écroulera pas naturellement sous ses contradictions. Au contraire, l'accroissement de crédit des petites entreprises et des organisations patronales seraient les signes d'un apaisement du capitalisme. Le rôle du

parti est donc de réformer lentement les structures sociales, par la lutte parlementaire et syndicale, en abandonnant le but révolutionnaire.

Rosa Luxemburg affirme que le crédit n'est pas un facteur de stabilisation de l'économie, mais qu'il renforce au contraire les effets des crises. De même, les coopératives, prônées par Bernstein, ne permettront jamais de sortir des structures capitalistes, car elles ne pourront jamais subsister qu'en marge du système.

Rosa Luxemburg tient surtout à démontrer que l'abandon du but révolutionnaire a des conséquences pratiques. Sans renier l'importance de la participation aux élections parlementaires ou du mouvement syndical, prônés par les réformistes, l'auteure relève que l'abandon du but révolutionnaire réduit le mouvement ouvrier à un simple

mouvement de défense corporatif. Dire du parti socialiste qu'il est le parti de la «valeur» qu'est la «justice», et non de classe, revient à accepter la perpétuation du capitalisme. Car l'erreur fondamentale des réformistes est, en fin de compte, de penser que les réformes légales pourront éliminer l'exploitation, alors que celle-ci n'est pas organisée par les lois, mais résulte du rapport de force économique, donc, en fin de compte, des rapports de classe.

L'analyse de Rosa Luxemburg, qui était aussi une internationaliste et une démocrate convaincue, n'a rien perdu de son acuité.

Arnaud Thiéry

À lire: Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou Révolution?*, disponible sur www.marxists.org



LECTURES SOCIALISTES

Alexandra Kollontai

À lire: Alexandra Kollontai, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, La Découverte, 2001.



D'Alexandra Kollontai, les féru-e-s d'histoire du socialisme savent qu'elle fut la première femme ambassadrice de l'histoire, représentante de l'URSS en Norvège dès 1924, puis au Mexique, et enfin en Suède de 1930 à 1945. Comme politique, on se souvient d'elle pour un texte très important rédigé en 1921 – *L'opposition ouvrière* – exprimant l'une des premières oppositions importantes au sein du parti bolchévique demandant que le pouvoir soit effectivement remis aux soviets (i.e. les conseils ouvriers). Son éloignement géographique lui permettra par la suite d'échapper aux purges successives du régime.

Cependant, l'essentiel de son activité de militante fut consacré à la lutte pour les droits des femmes, et cela commença bien avant la révolution. *Les bases sociales*

de la question féminine, son premier texte important sur la question, parut ainsi en 1909. Elle reprendra à plusieurs reprises ses thèses dans des textes ultérieurs, mais le contexte agité des années après la révolution et le retour d'une certaine pudibonderie chez les Bolchéviques rendront certains d'entre eux moins tranchants que ses premiers.

Kollontai veut dévoiler le lien entre l'organisation économique et la situation des femmes. Elle insiste en particulier sur l'importance du travail des femmes pour l'émancipation de ces dernières, en ajoutant que, pour être véritablement émancipateur, ce travail doit se faire dans une société qui se sera débarrassée du capitalisme. Elle écrit par exemple que «les conditions de la production ont chassé la femme de chez elle, lui ont fait oublier ses obligations domestiques et maternelles; mais du

même coup, elles ont forgé un être humain!» Les problèmes liés aux tâches domestiques ou à la maternité seront d'ailleurs réglés dans la société future, puisque ces travaux seront collectivisés. Kollontai verra une partie de ses souhaits réalisés dans l'URSS du tout début des années 1920, avant le retour en force de la morale familialiste et maritale.

Pour libérer les femmes du mariage – simple affaire économique pour la bourgeoisie, qui n'a aucun sens pour le prolétariat – et de la famille, il faut donc qu'elles deviennent des êtres indépendants, à la fois économiquement, socialement et psychologiquement. À défaut d'avoir réussi à transformer la société russe dans ce sens, Kollontai a sans doute été pendant un demi-siècle un exemple de cette indépendance.

Antoine Chollet



LECTURES SOCIALISTES

Fritz Brupbacher, *Socialisme et liberté*

À lire: Fritz Brupbacher, *Socialisme et liberté*, Neuchâtel, La Baconnière, 1955.

Dans l'histoire des socialistes suisses, il y a une personnalité qui, par sa richesse et son parcours, sort manifestement des sentiers battus. Issu d'une famille petit-bourgeoise de Zurich, Fritz Brupbacher (1874-1945) a marqué par sa pensée et son action une partie conséquente de la gauche de son temps. Premier médecin-ouvrier dans le quartier d'Aussersihl, il est également un militant brillant et exigeant qui compte parmi ses ami-e-s bon nombre de dirigeant-e-s anarcho-syndicalistes européen-ne-s de l'époque. Se qualifiant de socialiste anarchiste, il quitte le PSS en 1920 et rejoint les communistes suisses dont il est expulsé au début des années 1930 en raison de son anti-stalinisme. Au-delà de son

activité politique conséquente, c'est notamment sa pensée politique qui marque les esprits et qui reste d'actualité.

Dévouement à la vérité, tel est le titre d'un bel ouvrage qui regroupe une série de textes de Brupbacher qui vont de la sociologie politique à la «psychologie individuelle» (qu'est-ce que le bonheur, l'amitié?) en passant par l'anarchisme («Marx et Bakounine»), la lutte contre l'esprit petit-bourgeois (une critique féroce *avant la lettre* de l'anesthésiante société de consommation) et le socialisme. Il publie un ouvrage de référence sur la liberté de la femme de disposer de son propre corps qui est diffusé dans toute l'Europe. Fritz Brupbacher vit également des relations amou-

reuses véritablement égalitaires très en avance sur son temps et à bien des égards aussi sur le nôtre. *Le sens de la vie* est le titre de son dernier livre. Une publication posthume parue en français résume dans son titre ce qui fonde l'engagement politique sans faille de cette figure politique hors normes: *Socialisme et liberté*.

Une anecdote illustre bien cet état d'esprit. Quand après des mois et des mois de consultations épuisantes dans son cabinet de médecin-ouvrier et d'activités politiques soutenues, Brupbacher sentait la fatigue, il partait pour quelques semaines en France voir ses amis et déambuler dans les couloirs du Louvre à Paris.

Philipp Müller

LECTURES SOCIALISTES

Pavel & Clara Thalmann, *Combats pour la liberté*

Dans cette autobiographie intitulée *Combats pour la liberté*, Pavel et Clara Thalmann, couple militant issu du mouvement ouvrier bâlois, restituent une trajectoire politique hors du commun: tissant nombre de petites histoires et anecdotes amusantes sur la trame de la grande Histoire, leur récit brosse un portrait vivant des espoirs révolutionnaires d'une génération, et du drame de leur trahison par ceux-là mêmes qui s'en réclamaient. Nés au début du XX^e siècle, les Thalmann font leurs premières expériences politiques au sein des Jeunesses socialistes dans les dernières années de la Grande Guerre: les nouvelles de la révolution russe, l'influence de Fritz Brupbacher ou celle des Spartakistes allemands, mais aussi la pauvreté et la violente répression des grèves par l'armée, poussent une partie du mouvement ouvrier suisse à se radicaliser. Entré au Parti communiste à sa création,

Pavel partira étudier plusieurs années à l'université ouvrière de Moscou, d'où il observe avec lucidité comment les luttes fractionnelles, la concentration du pouvoir et la terreur policière parviennent progressivement à une liquidation de l'opposition et des conquêtes de la révolution. De retour en Suisse, il sera rapidement exclu du Parti communiste en raison de son refus de la politique stalinienne.

Cependant, le danger fasciste également se fait pressant, et c'est avec enthousiasme que Pavel et Clara partiront en 1936 défendre l'Espagne républicaine et la révolution en Catalogne. Après être parti au front avec les milicien-ne-s anarchistes de la «colonne Durruti», puis avec les marxistes du POUM, ils participent aux «Journées de Mai» de Barcelone, que Pavel qualifiera après coup de «Kronstadt espagnol». Traqués et emprisonnés par la police secrète russe, ils ne

devront leur salut qu'à une vaste campagne de soutien organisée par leurs camarades depuis la Suisse. Ils passeront la fin des années sombres à Paris, organisant une propagande antimilitariste clandestine mais aussi cachant des militants recherchés et des Juifs, convaincus que «sauver des vies humaines était une activité politique comme une autre».

Se lisant comme un roman, ce témoignage constitue aussi une belle leçon de refus des idéologies toutes faites, mêmes révolutionnaires: sommé par un trotskyste espagnol d'enfin révéler «où il se place» politiquement, Pavel Thalmann répond simplement: «Je ne saurais le dire, en fait. Tout ce que je sais, c'est ce que j'ai vu de mes propres yeux.»

Gabriel Sidler

À lire: Pavel & Clara Thalmann, *Combats pour la liberté*. Moscou – Madrid – Barcelone – Paris, *Quimperlé, La digitale*, 2010.



LECTURES SOCIALISTES

Le POUM: Révolution dans la guerre d'Espagne

La guerre d'Espagne est un événement charnière dans l'histoire du mouvement ouvrier, entourée de mythes qui en obscurcissent la signification. Le plus délétère d'entre eux concerne le rôle de l'URSS, qui aurait été le principal rempart contre le fascisme. La réalité est tout autre: le soutien de l'URSS à la République a permis d'étrangler la révolution, ouvrant ainsi la voie au fascisme. Le livre de Solano documente cette réalité.

En 1935, le Bloc Ouvrier et Paysan et la Gauche Communiste Espagnole fusionnent pour créer un nouveau parti révolutionnaire en Espagne: le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste). En juillet 1936, le coup d'État des généraux fascistes déclenche la révolution en Catalogne et la guerre civile dans tout le pays. Après les batailles perdues contre le fascisme ailleurs en Europe, voici que s'ouvre un nouveau front, où le mouvement ouvrier peut gagner. Pour le POUM, sans révolution, la guerre ne peut être gagnée. Dès le mois de juillet, des volontaires affluent de toute l'Europe et de plus loin pour se battre dans les

milices du POUM et de la CNT (anarchistes). Les Brigades internationales ne seront organisées par le *Komintern* qu'à partir du mois d'octobre, quand Staline se rend compte qu'une révolution est possible en Espagne et qu'elle risque de lui échapper.

À partir de ce moment, la répression communiste s'organise. Environ un millier de militants du POUM seront arrêtés, une cinquantaine assassinés, dont Andreu Nin, enlevé et torturé à mort le 20 juin 1937. Après la dissolution des unités militaires du POUM, ses miliciens versés dans les unités sous commandement communiste sont assassinés ou envoyés au front dans des missions suicidaires. Les militants de la CNT subissent également la répression du NKVD et des communistes espagnols.

La révolution espagnole aurait pu déclencher une révolution européenne, mais il aurait fallu pour cela que la CNT s'engage pleinement avec le POUM, ce qui ne fut pas le cas. Sur ce point, le récit de Solano sur l'entrevue du POUM et de la CNT du 3 mai 1937 est des plus instructifs. Il y a surtout, dans la gauche

socialiste, une méconnaissance fatale d'un facteur nouveau, mais décisif: la puissance contre-révolutionnaire de l'URSS.

En réalisant dès 1935 une fusion des oppositions communistes «de gauche» et «de droite», le POUM avait anticipé une situation qui a fini par s'imposer aux révolutionnaires des années 1940 et 1950: ces oppositions représentaient en réalité une gauche contre le stalinisme qui, loin de représenter un «centre», construisait en fait un système politique et économique aux mains d'une nouvelle classe qui n'avait plus rien de commun avec le socialisme. Les mouvements, comme les personnes, n'apprennent que par l'expérience, et celle de la contre-révolution stalinienne en Espagne fut une leçon décisive, mais très cher payée, pour le mouvement socialiste.

Dan Gallin

À lire: Wilebaldo Solano, *Le POUM: Révolution dans la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, 2002.



LECTURES SOCIALISTES

George Orwell, *Le quai de Wigan*

Bien plus que dans ses romans les plus connus – *La ferme des animaux* et *1984* – Orwell se révèle politiquement dans ses récits autobiographiques, au premier rang desquels le fameux *Hommage à la Catalogne* et le moins connu *Quai de Wigan*. Dans ce livre paru en 1937, Orwell décrit les conditions de vie misérables des villes minières du Nord de l'Angleterre. Le travail dans la mine, les taudis insalubres, le chômage, les loisirs de la classe ouvrière, tout est examiné avec une précision documentaire qui font du *Quai de Wigan* un

extraordinaire témoignage sur la société anglaise des années 1930.

À une première partie quasi ethnographique répond une seconde partie plus explicitement politique, d'ailleurs traversée de nombreuses remarques autobiographiques et qui est le premier manifeste socialiste que l'on puisse trouver sous la plume d'Orwell. Être socialiste, pour Orwell, consiste en deux choses très simples: juger le réel intolérable et se positionner sur la question des classes sociales. Suit une critique au vitriol des «socialistes» de son temps, bourgeois-es haïssant secrète-

ment la classe ouvrière, rêvant d'imposer les réformes sociales jugées indispensables, faisant allégeance à l'industrialisation et à la croissance, et croyant naïvement au progrès et aux lois de l'histoire. Contre un ouvriérisme qui lui semble factice et erroné, Orwell appelle à la jonction de la classe ouvrière et de ce qu'il nomme la «classe moyenne inférieure», car, pour lui, «la pauvreté reste la pauvreté, que l'on travaille avec une pioche ou avec un stylo»!

Antoine Chollet

À lire: George Orwell, *Le quai de Wigan*, Paris, 10/18, 2000.





LECTURES SOCIALISTES

Simone Weil, *La condition ouvrière*

Ce recueil rassemble des textes de nature très diverse, dont le plus original est le journal d'usine que Simone Weil tient durant l'année où elle occupe plusieurs postes dans des usines parisiennes, de décembre 1934 à août 1935. Le texte du journal et, surtout, les mentions de cette expérience dans les lettres en disent cependant plus long sur la socialisation et le point de vue de l'auteure que sur la réalité des conditions de travail en usine. Ainsi, si l'on louera la volonté de Weil de voir de ses propres yeux et de vivre dans son propre corps «la condition ouvrière», son récit ne participe bien souvent qu'à mettre en évidence son propre ressenti dans l'exécution d'une activité qui lui est très étrangère. Certes le travail en usine

est pénible et dangereux pour quiconque, et il ne fait pas de doute que les ouvrières-ers sont traités comme une force de travail déshumanisée. Mais on comprend que ces éléments ne sauraient rendre compte à eux seuls de la production des inégalités sociales et surtout de leur reproduction.

Or, éprouvée par le traitement du personnel d'usine, Simone Weil en vient à considérer que «l'humiliation est le facteur essentiel dans la vie des ouvriers», même si elle y fera aussi appel pour susciter leur révolte. L'on ressent par moment un agacement à la lire, notamment lorsqu'elle émet des jugements moraux dignes d'une mystique chrétienne. Mais une certaine admiration surgit également face à son engagement, qui a nécessité un

véritable courage pour tolérer de sa propre volonté les effets d'un travail d'usine sur son corps non entraîné aux travaux physiques. Et il serait difficile ne pas être touché par l'authentique détermination de Simone Weil dans la défense des ouvrières-ers face à des discours qui voient dans leur soumission une lâcheté. En soutenant qu'«acceptation et soumission sont deux choses bien différentes», elle manifeste une fine compréhension de la domination, et se montre préceuse des féministes qui devront semblablement rappeler que «céder n'est pas consentir».

Stéphanie Pache

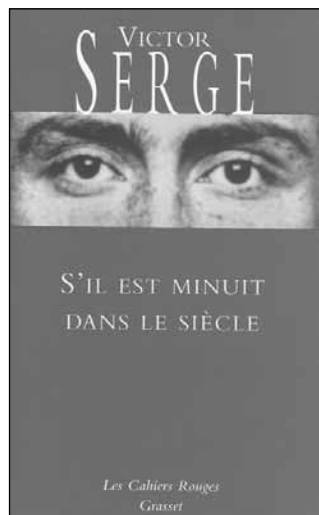
À lire: Simone Weil, *La condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 2002.



LECTURES SOCIALISTES

Victor Serge, *S'il est minuit dans le siècle*

À lire: Victor Serge, *S'il est minuit dans le siècle*, Paris, Grasset, 1939.



Victor Serge, c'est d'abord un itinéraire exceptionnel. Né à Bruxelles d'un père russe et socialiste et d'une mère polonaise, condamné à 22 ans à cinq ans de prison pour activités anarchistes, en Russie dès 1919, exclu du PC en 1928 pour trotskysme, déporté en 1933, expulsé d'URSS en 1936, il doit partir de France en 1941 et passe ses dernières années au Mexique, jusqu'à sa mort en 1947, à 56 ans. Ce fut donc un acteur important de la gauche européenne de la première moitié du XXe siècle. Il nous a de plus laissé une œuvre écrite très abondante, des essais, des témoignages et une sorte d'autobiographie, ses *Mémoires d'un révo-*

lutionnaire d'une part, des romans d'autre part.

C'est à ce second genre qu'appartient *S'il est minuit dans le siècle*, écrit en 1938. Les Procès de Moscou viennent de se terminer, Boukharine, Kamenev, Zinoviev et quelques dizaines d'autres ont été exécutés, alors que les partis communistes de l'Ouest tentent de justifier la dictature stalinienne par les nécessités de la révolution.

Le livre de Serge est une dénonciation sans concession de la répression du parti communiste contre ses propres militant-e-s. Serge y décrit l'incarcération, puis la déportation, d'un professeur de «matérialisme dialectique», Kostrov, qui se retrouve à Tchernooé, une ville imaginaire où sont assignés à résidence les déporté-e-s. Dans la Russie stalinienne, le non-sens règne partout: les personnages minables et lâches

qui font tourner la bureaucratie russe, les mensonges sur lesquels repose la propagande, les combats vains de l'opposition intérieure, la peur permanente, la faillite complète du système, etc.

Dans cette situation, comment résister lorsque l'adversité est à son comble, comment garder espoir dans la lutte alors que tout semble perdu? Comme Serge l'écrit dans un beau passage: «L'homme ne peut avancer d'une heure la venue du printemps, il faut donc qu'il subisse tout l'hiver; mais il sait que les saisons se succèdent. Qu'il attende avec confiance, la barque prête, l'âme prête. Et si le temps lui est ravi, s'il est lui-même soufflé avant l'aube, comme une petite bougie clignotante par le grand vent de l'espace? (...) "Eh bien, je m'en fous, le matin se lèvera tout de même..."».

Antoine Chollet

LECTURES SOCIALISTES

Milovan Djilas, *Conversations avec Staline*

Jeune militant communiste d'origine monténégrine, Milovan Djilas (1911-1995) combat aux côtés de Josip Broz, le futur Tito, durant la deuxième guerre mondiale. Avec les partisans yougoslaves, il libère son pays du joug nazi au terme d'une guérilla périlleuse. Au sortir de la guerre, il devient un homme politique de premier plan. Il est un des trois collaborateurs les plus proches de Tito.

On sait que la variante yougoslave du communisme ne s'est jamais complètement subordonnée à l'empire soviétique. Assurément, la personnalité de Tito n'est pas étrangère à cette autonomie, mais Djilas incarne certainement au plus haut point cet esprit de défiance, qui le vit ultimement être expulsé du parti communiste yougoslave en 1954, puis jeté en prison à plusieurs reprises, notamment en 1962 pour la publication de *Conversations avec Staline*.

Cet ouvrage, écrit en prison, raconte avec une quantité de détail, et un véritable talent littéraire (Djilas était un poète reconnu), les trois rencontres officielles qu'il a eues avec Staline, en 1943, 1944 et 1948. Ces trois rencontres font l'objet de trois chapitres dont les intitulés expliquent bien l'évolution de Djilas: l'extase, les doutes, les désillusions.

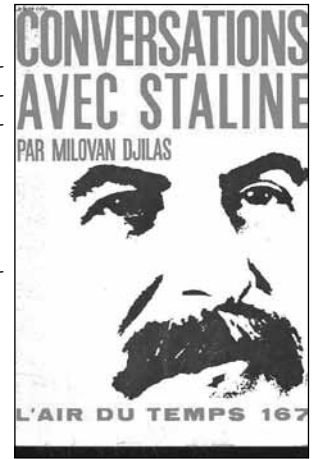
En lisant cet ouvrage, on comprend mieux ce que pouvait représenter Staline pour des militant-e-s sincères du monde entier au plus fort de la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, Djilas prouve qu'il était possible, au sein même de l'appareil communiste, d'avoir une compréhension claire de la nature profonde de la dictature stalinienne. Il s'est d'ailleurs fait connaître dès 1957 par son analyse de la bureaucratie communiste dans *La nouvelle classe dirigeante* (Paris, Plon).

Parmi les nombreuses scènes rapportées par Djilas, les plus saisissantes sont probablement les interminables beuveries et banquets au moyen desquels Staline conduisait effectivement l'appareil d'Etat, recevant ses hôtes, consultant ses ministres, distillant ses ordres et sous des aspects débonnaires, ne tolérant pas la contradiction.

Djilas nous offre une œuvre, très rare, de critique du stalinisme par un homme qui a été un haut cadre d'un régime communiste et qui, désillusionné, a préféré se transformer en opposant de l'intérieur, au prix de sa liberté, plutôt que de fuir son pays. Et s'il offre une analyse ravageuse du communisme réellement existant, il n'a jamais renié son adhésion au socialisme démocratique.

Romain Felli

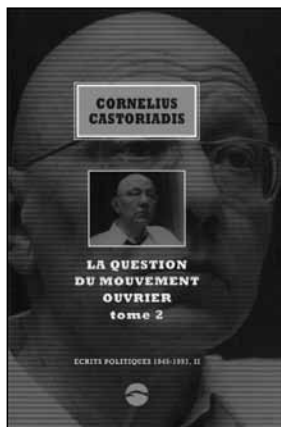
À lire: Milovan Djilas, *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962.



LECTURES SOCIALISTES

Cornelius Castoriadis, *Le contenu du socialisme*

À lire: Cornelius Castoriadis, «Le contenu du socialisme», in: La question du mouvement ouvrier, Tome 2, Paris, Éditions du Sandre, 2012.



Constitué de trois textes publiés par Cornelius Castoriadis dans la revue *Socialisme ou Barbarie* entre 1955 et 1961, «Le contenu du socialisme» se présente comme une tentative de bilan du projet d'émancipation: l'évolution de l'URSS ayant clairement montré aux yeux des révolutionnaires ce que le socialisme n'est pas, il s'agit maintenant d'en définir le contenu positif. Partant du constat que les partis socialistes réformistes aussi bien que les dictatures staliniennes usurpent les intérêts des travailleuses-eurs,

fonctionnent de manière bureaucratique et maintiennent la séparation capitaliste entre dirigeant-e-s et exécutant-e-s, Castoriadis définit la société socialiste comme celle qui s'organise comme gestion collective de l'économie et du pouvoir, et cela en partant du niveau le plus concret, celui de l'entreprise ou de l'environnement direct des travailleuses-eurs.

La forme politique que doit prendre cette gestion ouvrière est celle du Conseil, «création historique de la classe ouvrière qui a surgi, de nouveau, chaque fois que le problème du pouvoir dans la société moderne s'est trouvé posé». Organes de démocratie directe dont la

Hongrie de 1956 vient alors de manifester la potentielle actualité, les conseils ouvriers constituent en effet pour Castoriadis la seule institution à même de garantir l'autonomie, c'est-à-dire la direction consciente par les êtres humains eux-mêmes de leur vie.

Dès lors, conclut Castoriadis, «la réalisation du socialisme pour le compte du prolétariat par un parti ou une bureaucratie quelconque est une absurdité, une contradiction dans les termes, un cercle carré, unoiseau sous-marin; le socialisme n'est rien d'autre que l'activité gestionnaire consciente et perpétuelle des masses».

Gabriel Sidler



LECTURES SOCIALISTES

Cabral, *Unity and Struggle*

Amílcar Cabral (12 septembre 1924 - 20 janvier 1973) était le fondateur du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, PAIGC

qui lutta pour l'indépendance contre le colonisateur portugais. L'objet de sa lutte, l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, sera acquis en 1974, mais sans lui, car il meurt assassiné en 1973 à Conakry. Lui-même affirmait qu'on a besoin de tout le monde pour la lutte

mais que personne n'est irremplaçable. Et qu'une lutte qui ne dépendrait que d'une seule personne est sans valeur. La colonisation portugaise en Afrique a ceci de particulier qu'elle a été très brutale, que le Portugal n'a jamais investi dans ses colonies, que la lutte pour l'indépen-

dance a donné lieu à une lutte armée et qu'elle s'est achevée par la chute de la dictature portugaise de Salazar.

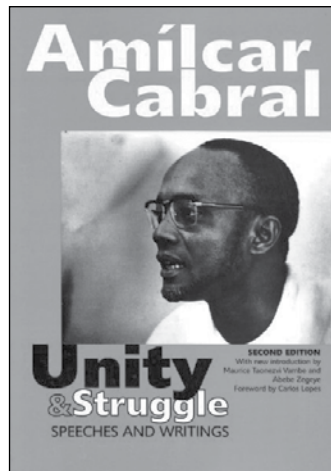
Amílcar Cabral n'est pas un théoricien du marxisme et n'a d'ailleurs jamais prétendu l'être. C'était un homme dans l'action qui cherchait à comprendre et expliquer la lutte pour l'indépendance dans un cadre historique déterminé. Pour ce faire, le marxisme lui a donné les éléments théoriques pour analyser et penser l'action dans le contexte africain. Sa pensée n'est pas importée et mal digérée comme cela a été le cas ailleurs.

Unity and Struggle rassemble les différents textes écrits par Cabral, y compris des poèmes, des discours (prononcés à l'ONU ou à la Conférence tricontinentale de 1966 à la Havane), des textes pour les combattant·e·s ou sur la situation de la lutte sur le terrain et enfin des textes d'orientation plus politique.

Ainsi dans le discours prononcé à la Conférence tricontinentale, Cabral développe l'idée que le PAIGC doit être à l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance. Toutefois, il insiste sur la nécessité d'autonomie d'action et de pensée du PAIGC. Cette autonomie, Cabral la veut totale, mais en coordination avec ce qu'il se passe en Angola et au Mozambique.

Dans son analyse de la situation des classes en Guinée et pour la réussite de l'indépendance (plus que de la révolution), Cabral pense qu'il est important de rallier la petite bourgeoisie à la cause. Cette petite bourgeoisie doit s'identifier avec la classe des travailleuses·eurs et refuser de devenir pleinement «bourgeoise». Ainsi, il ajoute que la petite bourgeoisie devra être capable de se suicider en tant que classe pour permettre la libération nationale.

Mathieu Gasparini



À lire: *Amílcar Cabral, Unity and struggle: speeches and writings*, New York, Monthly Review Press, 1979.

LECTURES SOCIALISTES

Nanni Balestrini, *Nous voulons tout*

Dans ce roman, Nanni Balestrini raconte le développement capitaliste de l'Italie, l'exploitation et les inégalités entre le Nord et le Sud, entre les patrons·nes et les prolétaires. Tout apparaît comme une marche forcée vers l'affrontement, la guerre ouverte. Le narrateur de ce roman est un jeune du Sud encore agricole, dépossédé au fur et à mesure de tout. Son père l'avertit au début que «travailler c'est moche». Il ne comprend pas ces paroles, trop occupé à vouloir lui aussi pouvoir consommer ces nouveaux biens produits par les usines. Il ne se découvre acteur de son destin que vers la fin, lorsqu'il affronte les carabinieri et qu'il comprend que sa lutte est une lutte aussi pour le pouvoir «hors de l'usine».

Il sera donc comme les autres poussé à émigrer au

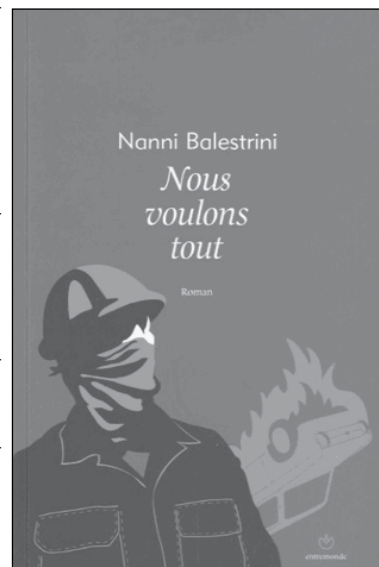
Nord, selon un plan décidé par les patrons·nes. Ce dernier consiste à créer le chômage au Sud et «faire venir les Méridionaux» dans l'enfer de l'usine et son organisation militaire et totalisante. L'usine, en l'occurrence l'usine Fiat de Mirafiori à Turin, prend toute la vie, fait que les ouvrières·ers «avalent la névrose». Le résultat est que le travail permet de «vivre mal en exploité». Ce complexe industriel regroupait plus de 150'000 personnes divisées par l'organisation capitaliste du travail en plusieurs catégories.

L'histoire du roman se termine (ou continue) avec l'insurrection, soit les grèves dans l'usine Fiat durant l'automne chaud de 1969. Confrontés à la dureté des patrons, à la duperie du parti communiste italien et au double jeu des syndicats, les ouvrières·ers résistent et

revendiquent leur autonomie, le pouvoir sans médiation. La grève, les grèves seront réprimées féroce­ment par l'État policier. La violence semble alors la seule issue car indissociable du développement capitaliste. Faire produire plus est le seul but du patronat. Alors quand les grèves de 1969 éclatent, le narrateur note que «si l'économie des patrons fait faillite, nous on s'en fout complètement. Ça nous fait même vachement plaisir».

Mathieu Gasparini

À lire: *Nanni Balestrini, Nous voulons tout*, Genève, Entremonde, 2009.



**SITE INTERNET**Nouveautés sur
notre site Internet

Ce mois-ci, vous pourrez trouver sur le site Internet de *Pages de gauche* l'entier de l'article FBradley Roland «Quand *Temps présent* attise la haine et la xénophobie!», ainsi qu'une version longue de l'article de Dan Gallin consacré au mouvement syndical et à la gauche en la Grèce.

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

LECTURES SOCIALISTES

Il est évident que les quelques livres présentés dans ce numéro n'épuisent pas, loin s'en faut, la littérature socialiste et démocratique. Voici quelques idées supplémentaires de lectures pour l'été, et nous publierons à la rentrée les recensions envoyées par nos lectrices et nos lecteurs sur notre site Internet. N'hésitez pas à nous envoyer vos textes!

Nicolas Machiavel, *La révolte des Ciompi* [1525], Toulouse, CMDE, Smolny, 2013.

Thomas Paine, *Les Droits de l'Homme* [1792], Paris, Belin, 2009.

Friedrich Engels, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* [1845], Paris, Éditions Science marxiste, 2011.

Herman Melville, *Moby Dick* [1851], Paris, Garnier-Flammarion, 2012.

Fédor M. Dostoïevski, *Les carnets de la maison morte* [1861], Paris, Actes Sud (Babel), 1999.

—, *Les Démons* [1871], Paris, Actes Sud (Babel), 1995.

Victor Hugo, *Les Misérables* [1862], Paris, Gallimard (Folio), 1999.

Émile Zola, *Germinal* [1885], Paris, Garnier-Flammarion, 1968.

Panaït Istrati, *Les chardons du Baragan*, Paris, Grasset (Les cahiers rouges), 1928.

—, *Vers l'autre flamme, après seize mois dans l'U.R.S.S., confession pour vaincus* [1929], Paris, Gallimard (Folio), 1987.

George Orwell, *Hommage à la Catalogne* [1938], Paris, 10/18, 1999.

John Steinbeck, *Les raisins de la colère* [1939], Paris, Gallimard (Folio), 1972.

Victor Serge, *L'Affaire Toulavev* [1940-42], Paris, Zones, 2009.

—, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941* [1951], Marseille, Agone, 2010.

Anton Pannekoek, *Les conseils ouvriers* (2 volumes) [1946], Paris, Spartacus, 1982.

Otto Rühle, *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Genève, Entremonde, 2010.

Manès Sperber, *Et le buisson devint cendre* [1948], Paris, Odile Jacob, 2008.

Daniel Guérin, *Front Populaire, révolution manquée* [1963], Paris, Agone, 2013.

Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise* [1963], Paris, Le Seuil (Points), 2012.

André Gorz, *Métamorphoses du travail, critique de la raison économique* [1988], Paris, Gallimard (Folio), 2004.

Bruno Trentin, *La cité du travail, le fordisme et la gauche* [1997], Paris, Fayard, 2012.